# Quel est le problème avec le PIB?

Les lettres de noblesse du produit intérieur brut (PIB), appelé à l’origine le produit national brut (PNB), pensé par Kuznets au début des années 30, datent de la seconde guerre mondiale i.e. après la conférence de Bretton Woods. En 1944, le PNB devient le principal outil pour mesurer l’économie d’un pays. Ironie du sort : dès sa création Kuznets met en garde contre l’utilisation du PNB/PIB comme indicateur de bien-être. Le PIB a remplacé le PNB en 1991 aux États Unis.

Depuis son introduction au cours de la Seconde Guerre mondiale en tant que mesure de la capacité de production en temps de guerre, le produit national brut (PNB) (puis produit intérieur brut (PIB)) est devenu le principal indicateur de progrès économique du pays. Le PIB est maintenant largement (Et parfois exclusivement) utilisé par les décideurs, les économistes, les agences internationales et les médias comme principal tableau de bord de la santé économique et du bien-être d'un pays.

Pourtant, le PNB (puis son successeur le PIB) n’a jamais été destiné à ce rôle. Il ne s'agit que d'un décompte strict de produits et services achetés et vendus, sans distinction entre les transactions qui contribuent au bien-être et celles qui le diminuent. Au lieu de séparer les coûts des bénéfices et les activités productives des activités destructrices, le PIB suppose que chaque transaction monétaire contribue au bien-être, par définition. C'est comme si une entreprise essayait d'évaluer sa situation financière en additionnant simplement toute "activité commerciale", regroupant ainsi les revenus et les charges, les actifs et les passifs.

Les sections suivantes proposent de décrire sommairement les diverses distorsions entrainées par le PIB comme mesure de progrès sociétal ou de bien-être.

## LE PIB traite le crime, le divorce et les catastrophes naturelles comme un gain économique.

Étant donné que le PIB enregistre chaque transaction monétaire comme étant positive, les coûts de la dégradation sociale et des catastrophes naturelles sont comptabilisés en tant que progrès économique. La criminalité ajoute des milliards de dollars au PIB en raison de la nécessité de prisons et d'autres mesures de sécurité, d'une protection accrue de la police, de dommages matériels et de coûts médicaux. Le divorce ajoute des milliards de dollars de plus par le biais des honoraires d'avocat, de la nécessité d'établir un deuxième foyer, etc. L'ouragan Andrew a été une catastrophe pour le sud de la Floride. Mais le PIB en a profité à l'économie de plus de 15 milliards de dollars. Ainsi, les changements climatiques, tout comme une guerre, sont-ils excellents pour stimuler la croissance économique lorsque mesurée par le PIB.

## Le PIB ignore l'économie non marchande des ménages et de la communauté.

Les fonctions cruciales de la garde des enfants, des soins aux personnes âgées, d'autres tâches à domicile et du travail bénévole dans la communauté, l’échange de services et les prêts de matériel entre voisins, ne sont absolument pas comptabilisés dans le PIB car aucun flux d’argent n’est en cause. Alors que l'économie non marchande décline et que ses fonctions se déplacent vers le secteur des services monnayés, le PIB décrit ce processus comme une avancée économique. Le PIB ajoute également comme résultat positif les coûts engendrés par le système de justice, le travail social, la toxicomanie, la maladie, la dépression, le conseil psychologique, et plusieurs autres activités qui ont un impact négatif sur le bien-être ou qui adressent ces impacts.

## Le PIB considère l'épuisement du capital naturel comme un revenu.

Le PIB enfreint les principes comptables de base et le bon sens en traitant l'épuisement du capital naturel comme un revenu, plutôt que comme une dépréciation d'un actif. L'administration Bush a souligné ce point dans le rapport de 1992 du Conseil sur la qualité de l'environnement. "Les systèmes comptables utilisés pour estimer le PIB", indique le rapport, "ne reflètent pas l'épuisement ou la dégradation des ressources naturelles utilisées pour produire des biens et des services". En conséquence, plus le pays épuise ses ressources naturelles, plus le PIB augmente.

## Le PIB augmente avec les activités polluantes, puis à nouveau avec les nettoyages.

Le nettoyage des sites toxiques et de dépotoirs devrait coûter des centaines de milliards de dollars au cours des trente prochaines années. Il s’agit de dépenses considérables avec incidence négative pour la société mais qui pourtant s’ajouteront au PIB et de facto deviendront des activités à incidence positive. Depuis que le PIB a intégré pour la première fois l'activité économique qui a généré ces déchets, il crée l'illusion que la pollution consitute un double avantage pour l'économie : lorsque l’on pollue et lorsque l’on nettoie. C'est ainsi, par exemple, que la marée noire de l'Exxon Valdez et celle de Deep Water Horizon ont entraîné une augmentation du PIB.

## Le PIB ne tient pas compte de la répartition des revenus.

En ignorant la distribution des revenus, le PIB cache le fait qu'une croissance de l’indice ne profite pas à toutes et à tous. De 1973 à 1993, alors que le PIB a augmenté de plus de 50%, les salaires ont diminué de près de 14%. Pendant ce temps, rien que dans les années 80, les 5% de ménages les plus riches ont augmenté leur revenu réel de près de 20%. Cet écart se creuse chaque année : en 2019, les 26 personnes les plus riches détenaient autant d'argent que la moitié de l'humanité. Pourtant, la croissance du PIB se présente comme un bénéfice équitable pour tous.

Ces dernières années, les consommateurs et le gouvernement ont augmenté leurs dépenses en empruntant à l'étranger. Cela gonfle temporairement le PIB, mais la nécessité de rembourser cette dette devient un fardeau croissant pour les économies nationales et personnelles. Dans la mesure où les gens ou les nations empruntent pour la consommation plutôt que pour l'investissement en capital, ils vivent au-dessus de leurs moyens et contractent une dette qui doit être remboursée. Cet inconvénient des emprunts à l'étranger est complètement ignoré dans le PIB.

# Qu'est-ce que l'indicateur de progrès véritable - IPV?

L'indicateur ou indice de progrès véritable (IPV) –Genuine Progress Indicator (GPI) – est une mesure du bien-être économique des pays. L’IPV élargit le cadre comptable conventionnel pour inclure les contributions économiques positives des domaines familial et communautaire et de l'habitat naturel, ainsi que la production économique mesurée de manière conventionnelle.

L’IPV prend en compte plus de vingt aspects de la vie économique que le PIB ignore. Il comprend des estimations de la contribution économique de nombreux facteurs sociaux et environnementaux que le PIB néglige en leur attribuant une valeur implicite et arbitraire égale à zéro. Alors que le PIB les néglige, l’IPV distingue également les transactions économiques qui ajoutent au bien-être de celles qui le diminuent. L’IPV intègre ensuite ces facteurs dans une mesure composite afin que les avantages de l'activité économique puissent être intégrés dans un bilan considérant les coûts aussi bien que les gains.

L’IPV est destiné à fournir aux citoyens et aux décideurs un baromètre plus précis de la santé globale de l'économie et de l'évolution de la situation nationale de chaque pays.

Alors que le PIB par habitant a plus que doublé de 1950 à nos jours, l'IPV montre une image très différente. Rétrospectivement, il a augmenté pendant les années 50 et 60, mais a diminué d'environ 45% depuis 1970. En outre, le taux de diminution de l'IPV par habitant est passé d'une moyenne de 1% dans les années 70 à 2% dans les années 80 pour atteindre plus de 6% dans les années 1990. Cette divergence importante et croissante entre le PIB et l'IPV est un avertissement sur le fait que l'économie est sur une trajectoire qui impose des coûts importants, croissants – et encore non contrôlés – aux générations présentes et surtout futures.

Plus précisément, l’IPV révèle qu’une grande partie de ce que les économistes considèrent à présent de la croissance économique, telle que mesurée par le PIB, est en réalité l’une des trois choses suivantes: 1) la correction des erreurs et de la décadence sociale du passé; 2) l’emprunt de ressources naturelles au futur; ou 3) le transfert de fonctions du domaine de la communauté et du ménage à celui de l'économie monnayée. L'IPV indique fortement que les coûts imputables à la trajectoire économique actuelle des pays industrialisés ont commencé à dépasser les avantages.

Si l’attitude ou la perception générale des gens envers leur qualité de vie personnelle et collective constitue un baromètre, il semblerait que l’IPV soit beaucoup plus proche que le PIB de l’économie réelle que vivent quotidiennement les citoyens des pays les plus industrialisés, à commencer par les Américains. Cela commence à expliquer pourquoi les gens se sentent de plus en plus moroses malgré les déclarations officielles de progrès et de croissance économique.

L’IPV commence les calculs qui mènent à son élaboration avec les mêmes données de consommation personnelle que celles sur lesquelles le PIB est basé. Mais, il intègre ensuite des distinctions cruciales. Il tient compte de certains facteurs (tels que la répartition du revenu), ajoute certains autres (tels que la valeur du travail ménager et du travail bénévole) et en soustrait encore d'autres (tels que les coûts de la criminalité et de la pollution). Étant donné que le PIB et l’IPV sont tous deux mesurés en termes monétaires, ils peuvent être comparés à la même échelle.

Les sections suivantes proposent de décrire sommairement les différences entre le PIB et l’IPV en fonction des divers aspects qui influencent la qualité de vie et ultimement le progrès véritable.

## I. Criminalité, maladie et rupture des coules et des familles

La rupture sociale entraîne des coûts économiques élevés pour les individus et la société, sous la forme de frais de justice, de frais médicaux, de dommages matériels, etc. Le PIB considère ces dépenses comme des ajouts au bien-être. En revanche, l’IPV soustrait les coûts liés au crime, à l’application des lois, à la maladie, aux accidents et aux ruptures des couples et des familles.

## II. Tâches ménagères, entraide et travail bénévole

Une grande partie du travail le plus important de la société est effectuée dans les foyers et les communautés: garde des enfants, réparations domiciliaires, travail bénévole, etc. Ces contributions sont ignorées dans le PIB car aucune monnaie ne change de mains, elles n’induisent pas de flux monétaire. Pour corriger cette omission, l’IPV inclut, entre autres choses, la valeur du travail ménager estimée au coût approximatif de l’embauche de quelqu'un pour le réaliser.

## III. La répartition des revenus

La théorie économique et le bon sens montrent que les personnes ou les nations les plus pauvres bénéficient davantage d'une augmentation donnée de leurs revenus que les personnes ou les nations les plus riches. Au-delà de la satisfaction des besoins de base, une augmentation des revenus ne sert qu’à combler des besoins superflus, souvent artificiels. En conséquence, l'IPV d’un pays augmente lorsque les plus pauvres perçoivent un pourcentage plus élevé du revenu national et diminue lorsque leur part diminue.

## IV L'épuisement des ressources

Si l'activité économique actuelle épuise la base de ressources physiques disponible pour celle de demain, elle ne crée pas vraiment de bien-être; il s’agit plutôt de l’emprunter aux générations futures. Le PIB comptabilise pourtant ces emprunts à demain comme un revenu courant. L’IPV en revanche, comptabilise l’épuisement ou la dégradation des ressources naturelles des zones humides, des terres agricoles et des minéraux non renouvelables (y compris le pétrole) en tant que coût actuel.

## V. Pollution

Le PIB considère souvent la pollution comme un double gain; une fois quand elle est créée, et encore une fois quand elle est nettoyée. En revanche, l'IPV soustrait les coûts de la pollution de l'air et de l'eau, mesurés par les dommages réels causés à la santé humaine et à l'environnement.

## VI. Dommages environnementaux à long terme

Parmi les dommages à long terme que les sociétés infligent aux écosystèmes, les changements climatiques et la gestion des déchets nucléaires sont deux coûts à long terme découlant de l'utilisation de combustibles fossiles et de l'énergie atomique. Ces coûts ne figurent pas dans le calcul du PIB, au contraire, ils induisent une activité économique. Il en va de même pour l’appauvrissement de la couche d’ozone résultant de l’utilisation de chlorofluorocarbures, de l’acidification des océans, etc. Pour cette raison, l'IPV traite en coûts la consommation de certaines formes d'énergie et de produits chimiques qui appauvrissent la couche d'ozone.

## VII. Changements dans les loisirs

Au fur et à mesure que la richesse d'un pays augmente, les gens devraient avoir plus de latitude pour choisir entre davantage de travail et davantage de temps libre pour la famille ou d'autres activités. Ces dernières années, cependant, le contraire s'est produit. Le PIB ignore cette perte de temps libre, mais l'IPV considère le loisir comme une valeur. Quand le temps de loisir augmente, l'IPV augmente; quand il diminue, l'IPV diminue.

## VIII. Dépenses protectrices

Le PIB compte parmi les ajouts au bien-être de l'argent que les gens dépensent simplement pour empêcher l'érosion de leur qualité de vie ou pour compenser les malheurs de toutes sortes. Par exemple, les factures médicales, de soins dentaires et de réparation des accidents de la route, les coûts des déplacements, et les dépenses des ménages en dispositifs de contrôle de la pollution tels que les filtres à eau, les systèmes d’alarme, etc. L’IPV considère les dépenses "protectrices" comme des coûts plutôt que des revenus.

## IX. Durée de vie des biens de consommation durables et des infrastructures publiques

Le PIB confond la valeur fournie par les principaux achats des consommateurs (par exemple, les appareils ménagers) avec les montants dépensés pour les acheter. Cela cache la perte de bien-être qui résulte de l'usure rapide des produits, l’augmentation des frais de recyclage, de mise au rencart. Pour surmonter ce problème, l’IPV considère l'argent dépensé en immobilisations comme un coût et la valeur du service qu'il fournit année après année comme un avantage. Cela vaut tant pour les immobilisations privées que pour les infrastructures publiques.

## X. Dépendance à l'égard des avoirs extérieurs

Si une nation laisse son capital diminuer ou si elle finance sa consommation avec du capital emprunté, elle vit au-dessus de ses moyens. L’IPV considère les ajouts nets au capital social comme des contributions au bien-être et considère les emprunts contractés à l'étranger comme des réductions. Si l'argent emprunté est utilisé à des fins d'investissement, les effets négatifs sont annulés. Mais si l’argent emprunté sert à financer la consommation, l’IPV diminue.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Quelques références:

[1] Herman Daly, John Cobb, Jr., For the Common Good: Redirecting the Economy toward Community, the Environment, and a Sustainable Future\_, 1989, Boston, Beacon Press.

[2] Clifford Cobb, Ted Halstead, Jonathan Rowe, "If the Economy Is Up, Why Is America Down?", The Atlantic Monthly, vol.276, no.4, October 1995. (This article is not on their web site, http://www2.theAtlantic.com)

[3] Sean Kelly, "Grossly Inaccurate: Why we need a new way to measure our economy", The Sustainable Times\_, no.5, winter 1995/96.

[4] \_The Genuine Progress Indicator: Summary of Data and Methodology, Redefining Progress, 1995. Des exemplaires des rapports complets sont semble-t-il disponibles au prix de 10,00 $ à : Redefining Progress, One Kearny Street, Fourth Floor, San Francisco, CA 94108, Phone:415 781 1191, Fax: 415 781 1198.

SOURCE : <http://www.sustainwellbeing.net/gpi.html>

TRADUCTION ET ADAPTATION : D. R. Rousse, commentaires et améliorations recherchés.